

# NATIONS UNIES

## ASSEMBLEE GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/32/313  
27 octobre 1977  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE

Trente-deuxième session  
Points 30 et 31 de l'ordre du jour

### QUESTION DE PALESTINE

#### LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

Note verbale datée du 26 octobre 1977, adressée au Secrétaire général  
par le représentant permanent de la République arabe syrienne auprès  
de l'Organisation des Nations Unies

Le représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et, en tant que Président du Groupe arabe pour le mois d'octobre, a l'honneur de lui demander de bien vouloir faire distribuer d'urgence, comme document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 30 et 31 de l'ordre du jour, les deux notes ci-jointes, datées des 17 et 21 septembre 1977, qui lui sont adressées par un certain nombre de patriotes et de citoyens arabes des territoires arabes occupés, au sujet de la situation qui existe dans les territoires arabes occupés.

ANNEXE I

Note datée du 17 septembre 1977, adressée au Secrétaire général

L'un des points les plus importants de l'ordre du jour de la session actuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies est la question de Palestine. Tandis que l'Assemblée se prépare à accueillir les délégations de ses Etats Membres, Israël tente d'anticiper les événements, au mépris des pactes internationaux, des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et des principes fondamentaux des droits de l'homme, en continuant de créer de nouvelles colonies de peuplement, d'appliquer les lois israéliennes dans les territoires occupés et de torturer et humilier les populations arabes, afin d'annexer les territoires occupés en conformité avec les objectifs expansionnistes sionistes.

Nous soussignés, représentants des divers secteurs de la population des territoires occupés et de ses institutions nationales, proclamons ce qui suit :

1. Notre attachement à l'Organisation de libération de la Palestine, seul représentant légitime du peuple arabe de Palestine, où que celui-ci puisse se trouver. Nous soulignons que nous, habitants des territoires occupés, faisons partie du peuple arabe de Palestine, qui constitue une seule entité nationale.
2. Nous confirmons et réaffirmons les résolutions de la Conférence arabe au sommet de Rabat et, en même temps, dénonçons et rejetons les diverses tentatives et stratégies visant à désavouer ces résolutions.
3. Nous rejetons toute tutelle ou mandat sur le peuple arabe de Palestine, et affirmons ses droits à une patrie, à l'autodétermination et à la création de son propre Etat national indépendant.
4. Nous exigeons le retrait total d'Israël de tous les territoires occupés, l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et la garantie des droits légitimes du peuple arabe de Palestine.
5. Nous appuyons les décisions de l'Organisation de libération de la Palestine, y compris celle qui rejette la résolution 242 du Conseil de sécurité, car celle-ci ignore la cause humaine du peuple arabe de Palestine.

En nous adressant à l'opinion publique mondiale par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, nous prenons acte du changement important qui s'y est produit, du fait de sa prise de conscience des objectifs agressifs et expansionnistes qu'Israël poursuit aux dépens du peuple arabe de Palestine. C'est pourquoi nous espérons que l'Assemblée générale adoptera, au cours de sa session actuelle, des résolutions énergiques respectant la volonté du peuple arabe de Palestine et appuyant la lutte qu'il mène, sous la direction de l'Organisation de libération de la Palestine, pour le rétablissement de ses droits légitimes.

/...

1. Signature illisible, Association des sociétés philanthropiques du district de Jérusalem; date : 17/9/1977
2. Signature illisible, Centre d'activités des jeunes
3. Rouhi Al-Khatib, maire de Jérusalem
4. Signature illisible, Société jordanienne du Croissant-Rouge, Jérusalem
5. Hanna Khouri Al-Atrash, maire de Beit Sahour
6. Khadijah Salim Farhan, directrice, et Fatimah Jibril, présidente de la Société coopérative du camp de Kalandia pour la couture et l'artisanat, créée en 1958
7. Kareem Khalaf, maire de Ramallah
8. Signature illisible, directeur de la Chambre de commerce arabe de Jérusalem, Chambre de commerce de la rive occidentale
9. Signature illisible, Président de la Société du bien-être familial d'Al-Bireh, créée en 1965
10. Signature illisible, maire de Naplouse
11. Illisible
12. Muhammad Hasan Milhim, maire de Halhoul
13. Signature illisible, Chambre de commerce de Naplouse
14. Signature illisible
15. Al-Hajja (illisible), présidente de la Fédération des sociétés de femmes arabes, créée en l'an 1365 de l'Hégire (1945)
16. Signature illisible, représentant des ingénieurs du district de Naplouse
17. Signature illisible, Première Compagnie des éclaireurs de Ramallah
18. Ibrahim Suleiman, conseil municipal d'Al-Bireh
19. Hasan Al-Tawil, Syndicat des travailleurs du bâtiment et des institutions publiques, créé en 1965
20. Fahd Al-Kawasmi, ingénieur, maire d'Hébron

/...

21. Signature illisible, au nom des pharmaciens de Naplouse
22. Signature illisible, municipalité de Jericho
23. Signature illisible, au nom des dentistes de Naplouse
24. Signature illisible, Centre pour le progrès communautaire du camp de Kalandia
25. Khadijah Salim Farhan et deux autres signatures illisibles : Association des diplômés de l'université, Hébron
26. Sa'ad-eddin Al-Fakih
27. Signature illisible, maire de Bethléem
28. Muhammad Darweesh, président du Club Eslame de Ramallah, créé en 1976
29. Signature illisible, Société jordanienne du Croissant-Rouge, filiale d'Hébron
30. Signature illisible, Société du Croissant-Rouge, Naplouse
31. Signature illisible, secrétaire de la Fédération des Associations des femmes arabes, Al-Bireh, créée en 1956
32. Signature illisible, maire de Beit Jala
33. Signature illisible, maire de Doura
34. Signature illisible, adjoint au maire de Jérusalem
35. Signature illisible, Centre d'activités des jeunes, camp de Toulkarm
36. Yousuf Kadri, municipalité de Naplouse
37. Signature illisible, municipalité de Toulkarm
38. Signature illisible, maire de Qalqilya
39. Signature illisible, municipalité de Jenin
40. Signature illisible, Centre d'activités des jeunes (nom du camp illisible)
41. Signature illisible, Centre d'activités des jeunes (nom du camp illisible)
42. Signature illisible, administrateur des services du camp, Kalandia
43. Signature illisible, Centre d'activités des jeunes, camp de Balata
44. Signature illisible, Centre d'activités des jeunes, camp d'Al-Dheisha
45. Ibrahim Abu Sitta, président du Comité exécutif de la Conférence des réfugiés, bande de Gaza
46. Dr Hassan Abdul-bagi, président du Conseil législatif, bande de Gaza.

/...

ANNEXE II

Note datée du 21 septembre 1977, adressée au Secrétaire général

Au moment où l'on assiste, d'une part, à une activité intensifiée pour trouver une solution pacifique au problème du Moyen-Orient et d'autre part, à une fiévreuse activité israélienne en vue de créer des colonies de peuplement dans les territoires occupés, accompagnée d'un flot de déclarations faites par des responsables israéliens au niveau le plus élevé dans le but de faire douter très sérieusement de la possibilité de parvenir à des solutions pacifiques, nous estimons qu'il est de notre devoir de proclamer et de réaffirmer ce qui suit :

1. La bande de Gaza est une partie du territoire usurpé de la Palestine et ses habitants, qui font partie intégrante du peuple palestinien dispersé, rejettent unanimement l'occupation israélienne et s'efforcent d'y mettre fin.
2. Le recouvrement, par le peuple palestinien, de ses droits usurpés à l'autodétermination et à la création de son propre Etat indépendant dans sa patrie de Palestine, est au coeur du problème du Moyen-Orient et constitue le motif essentiel du conflit dans la région.
3. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est le seul représentant légitime du peuple palestinien qui soit habilité à parler en son nom et à assumer la responsabilité de défendre ses droits. Il est indispensable qu'elle participe à toutes les réunions et conférences qui concernent la question palestinienne.
4. L'affirmation du Gouvernement israélien selon laquelle les régions occupées seraient des terres "libérées", ce qui autoriserait les Israéliens à s'y installer, en violation flagrante des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et malgré l'opposition et les protestations de la population arabe de ces régions, n'est qu'un obstacle à la recherche d'une solution pacifique du conflit qui implique un danger de guerre dans la région et dans le monde entier.
5. En raison de l'appui continu qu'ils accordent à Israël en lui fournissant une aide financière et des armes offensives modernes malgré l'agression d'Israël et son défi à l'opinion publique mondiale, nous rendons les Etats-Unis d'Amérique responsables de l'attitude intransigeante d'Israël.

/...

6. Aujourd'hui plus que jamais, il incombe à l'Organisation des Nations Unies en la personne de son Secrétaire général, agissant dans l'exercice des responsabilités qui lui appartiennent en vertu de la Charte, de demander énergiquement et d'une manière efficace que les Etats-Unis d'Amérique, en particulier, et toutes les forces capables d'influer sur le conflit, en général, assument leurs responsabilités avant qu'il ne soit trop tard pour empêcher la situation de se détériorer jusqu'à l'anarchie et la destruction.
7. Nous déclarons par la présente que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour obtenir ce que nous considérons être notre droit naturel, et nous lançons un appel à tous les Etats et peuples épris de paix pour qu'ils nous aident à atteindre cet objectif.
  1. Rashad Said Al-Shawa, maire de Gaza
  2. Dr Hassan Abdul-Rahman, président du Conseil législatif
  3. Ibrahim Abu Sitta, président du Comité exécutif de la Conférence des réfugiés
  4. Sleiman Zareh Al-Astal, maire de (illisible)
  5. Mousa Abdul-Khaleq Abu Sha'aban, doyen de Gaza
  6. Fayez Abu Rahmah, président de l'Association du Barreau
  7. Daoud El-Sayegh, membre du Tribunal ecclésiastique orthodoxe grec
  8. Ghaleb Ahmad Al-Zein, propriétaire terrien et négociant au nom de la famille Al-Zein
  9. Wadi Tarazi, principal du Collège de Gaza
  10. Sami Abu Sha'aban, président du Comité du personnel palestinien dans le secteur
  11. Yousuf Abdullah Abu Zeid, négociant
  12. Muhammad Sha'aban, membre du Conseil législatif
  13. Ali Al-Masri, doyen de Khan Younis
  14. Ra'afat Moussa Al-Bourno, propriétaire terrien
  15. Al-Hajj Ragheb Murtaji, président de la Chambre de commerce palestinienne pour la bande de Gaza
  16. Muhammad Ali Bashir, ancien membre du Conseil législatif, au nom de la circonscription de Deir Al-Balah
  17. Dr George (illisible), président de l'Union chrétienne de jeunes gens (UCJG) de Gaza
  18. Fowzi Abu Ramadan, membre du Conseil législatif
  19. Yusra Al-Barbary, présidente de l'Association des femmes palestiniennes
  20. (illisible), avocat près des tribunaux religieux.